

Nous avons relayé l'info dans un article du [8 avril](#) : le ZNP et FZZ appelaient à la grève dans les écoles primaires de Pologne pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail des enseignants et d'accueil des élèves. Les échos rapportés par le Bulletin international de Solidaires précisent les choses :

Le 8 avril, suite à l'appel des syndicats ZNP, Syndicat des Enseignant-e-s Polonais et FZZ, Forum Syndical, 14000 écoles du primaire et écoles maternelles sur les 20 400 que compte la Pologne étaient fermées. Vu l'ampleur du mouvement, il n'est pas impossible que les personnels en grève maintiennent la pression jusqu'à obtenir satisfaction, c'est à dire 1000 zlotys (230 euros) pour toutes et tous. De son côté, la branche enseignante de **Solidarnosc** ne participe pas à la grève, le syndicat estimant que la proposition du gouvernement (du parti politique PIS, Droit et Justice, droite nationaliste) 5% d'augmentation dès janvier et 9.6% en septembre est satisfaisante. Le syndicat a ainsi ratifié l'accord, créant néanmoins des remous en interne, une centaine d'adhérent-e-s se sont désaffilié-e-s pour rejoindre d'autres syndicats tandis que des sections locales se sont jointes publiquement au mouvement.

Cette révolte sociale enseignante vient de loin. Au début des années 1990, des mobilisations extrêmement fortes s'étaient déclenchées en réaction à la mise en place des premières décisions politiques qui annonçaient un véritable changement de paradigme dans le cadre d'une transformation néolibérale des services publics. En 1991 l'indexation des salaires dans les services était gelée, et entre 1990 et 1992 le budget consacré à l'éducation passait de 12,8% à 8,9% en totalité du budget, tandis que les salaires des personnels de l'éducation chutaient en moyenne de 17%. Des grèves offensives étaient organisées en février 1992 et février 1993.

Au milieu des années 2010 la politique de coupe budgétaire s'intensifiait et en 2017 la ministre de l'Éducation Anna Zalewska abolissait le collège, détruisant l'emploi de 6600 professeurs, et mettait fin à l'allocation d'aide au logement, privant 186 000 enseignant-e-s de cette aide. En réaction le ZNP appelait à une grève générale en mars 2017. 28000 professeurs ont ainsi arrêté le travail.

Cette fois-ci beaucoup de choses indiquent que les personnels des écoles et des maternelles seront très déterminés, la participation est massive et l'appui de la population est très fort. De plus, les examens de «Matura» prévus en mai et qui sanctionnent la fin de cycle du lycée pourraient se retrouver bloqués et reportés. **Dans les universités** des assemblées générales ont été organisées et le 10 avril des rassemblements ont eu lieu devant les universités de Varsovie, Wrocław et Cracovie, avec notamment l'appui du mouvement l'«**Université Engagée**». De leur côté, les adhérent-e-s universitaires de OZZ-IP de Wrocław et Cracovie ont pris l'initiative d'organiser des gardes d'enfants.

Les syndicats OPZZ de la compagnie LOT et FZZ du Rail ont exprimé leur soutien aux grévistes, tandis que le 11 avril, une collecte recueillait un million de zlotys pour une caisse de grève. OZZ-IP a également mis en place sa propre collecte dans le but de soutenir les personnels en grève des écoles des petites villes et villages. **Le 25 avril**, le secrétaire général du ZNP a appelé à une suspension du mouvement, pour une reprise ensuite de la grève après les congés du printemps. Décision contestée par la base de ce syndicat. Le mouvement de grève poursuit donc son chemin...